La crise au Brésil et la nouvelle droite

Raúl Zibechi

jeudi 19 mai 2016, mis en ligne par Françoise Couëdel, Raúl Zibechi

29 avril 2016.

Le processus de destitution de la présidente Dilma Rousseff a été rendu possible par la conjonction de trois faits : la rupture de l'alliance avec les entrepreneurs, l'ascension d'une nouvelle droite militante et les erreurs graves du PT qui a abandonné la rue. Reste une société blessée et un modèle économique extractiviste qui a sapé l'hégémonie pro-Lula et que la gauche n'a pas été capable de remettre en question.

« J'ai appris à ne pas sous-estimer la capacité du Brésil à se saborder », a déclaré José Murilo de Carvalho, un des plus importants historiens brésiliens (*El País*, 16 avril 2016). Il affirme que le Brésil vit sous l'emprise de « la politique de la haine lancée, dans la décennie de 1959, par l'Union démocratique nationale contre Getúlio Vargas qui a culminé avec le coup d'État de 1964 ». Le PT s'est chargé ensuite de canaliser cette orientation vers la gauche, en adoptant sans le dire un des slogans d'un politicien droitiste « *je vole mais j'agis* ».

C'est avec un pessimisme profond qu'il envisage l'avenir du pays. « La politisation nouvelle ne passe pas par les partis. Pour le moment aucun parti n'est capable de lui donner une orientation cohérente, pas même le Réseau de Marina Silva. Et si on continue sur cette lancée, il n'y a aucun avenir ».

La crise politique qui a conduit à lancer le processus de destitution de la présidente Dilma Rousseff met en évidence le dysfonctionnement du système politique brésilien, qu'il s'agisse de ses institutions démocratiques ou de sa classe politique. Il est difficile de trouver la raison profonde de la crise actuelle.

Il faudrait regarder sur le long terme—de la persistance d'une société coloniale qui a naturalisé le racisme—confortée par les vents nouveaux qui soufflent dans le monde, l'ascension d'une nouvelle droite ancrée au sein de l'entreprenariat industriel et de la classe moyenne-haute, jusqu'à la corruption généralisée des politiques et l'absence d'une orientation claire des gouvernements de Lula et de Dilma, qui persistent à ne pas interpréter convenablement les évènements de juin 2013.

Les raisons des chefs d'entreprises

La Fédération des industries de l'État de São Paulo (FIESP) est une des principales instigatrices de la destitution de Dilma. Sur son édifice, avenue Paulista, un énorme panneau lumineux affiche « Renúncia Já » (Renonce tout de suite), sur fond vert et jaune, les couleurs du drapeau national. Les partisans du gouvernement rappellent que la FIESP a joué un rôle de premier plan dans le coup d'État de 1964.

Les arguments qu'avancent les industriels, pour exiger la destitution, se basent sur trois éléments : une gestion « étatisante », beaucoup plus importante que celle de Lula ; des erreurs dans la politique économique qui ont mené à la plus importante récession de l'histoire du pays ; et une mauvaise relation avec le secteur, sans espace de dialogue, qui a suscité une défiance mutuelle.

Le journal économique *Valor* a élaboré un rapport détaillé, après consultation de sept chefs d'entreprises et cinq économistes et politologues, pour déchiffrer les raisons du rejet, qui frise la haine, envers la présidente. Il a découvert que cette attitude « est née lors de son premier mandat (2010-2014) et reflète des raisons de nature idéologique et pragmatique » (*Valor*, 15 avril 2016).

À la différence du secteur de l'industrie de la décennie des années 90, le secteur est actuellement plus

globalisé, plus diversifié et concentré entre les mains de groupes et de grandes entreprises qui contrôlent les entités entreprenariales et exigent des politiques de long terme.

D'une part, ils trouvent Dilma « inflexible et arrogante », se croyant« détentrice de la vérité », ils lui reprochent de n'avoir jamais cherché à dialoguer avec les chefs d'entreprise, à la différence de Lula, « charismatique et négociateur ». De la période de Lula ils regrettent le ministre de l'économie (pour une brève période ministre de Dilma), Antonio Palocci, qu'ils qualifient de « grand conciliateur ».

Mais, au-delà des problèmes relationnels, les chefs d'entreprises accusent le gouvernement d'avoir mis en place deux politiques qui leur ont été préjudiciables : la réduction du *spread* bancaire et des taux d'intérêts (taxe Selic) et la réduction des prix de l'énergie électrique entre 2010 et 2012. En principe, ces deux mesures devaient favoriser l'industrie mais ce fut l'inverse. Cependant, les industriels ont respecté une tradition : l'État ne doit pas se mêler des profits du secteur privé.

Il est vrai que l'industrie réclamait une réduction d'impôt et a applaudi même à la réduction du prix de l'énergie. Mais le profit financier n'est pas le patrimoine exclusif des banques car le secteur industriel, en conviennent ceux interrogés par *Valor*, a placé une part de son capital dans le secteur financier et la baisse des taux d'intérêts a eu une incidence négative sur leurs profits.

« La baisse des taux d'intérêts a eu aussi des répercussions sur les industriels » mais ces contradictions « ont été peu entendues par ceux qui ont mis en place des politiques publiques car ils ne comprennent pas l'imbrication actuelle entre industries et finances, chose qui n'existait pas dans les décennies passées » (*Valor*, 15 avril 2016).

Pour cette raison, affirme un des chefs d'entreprise consulté, le gouvernement « a manqué d'une vision multiple pour comprendre ce qui se passait dans le monde et au Brésil ; les gouvernements du PT ont mal évalué la situation nouvelle après la crise de 2008. L'industrie a commencé à entrer dans le rouge et un vaste débat a eu lieu dans le pays sur la désindustrialisation, ce qui n'a jamais été pris en considération par le gouvernement.

La part de l'industrie de transformation dans le PIB est tombée de 15 à 10% ; les gains en liquidité des mille entreprises les plus importantes sont passés de 20% en 2010 à une marge négative de 35% en 2014 selon ValorData.

Quand les problèmes sérieux ont commencé, le gouvernement, dans une année électorale, a parié sur des mesures à court terme, qui ont engendré encore plus de difficultés pour le secteur industriel. Selon les sondages de *Valor*, les chefs d'entreprises affirment avec une unanimité quasi totale que « la présidente a perdu la capacité de gouverner le pays » et que l'ingouvernabilité actuelle est ce qui leur permet de légitimer le processus d'*impeachment*. La majorité d'entre eux, néanmoins, préféreraient qu'il y ait de nouvelles élections parce qu'ils savent que le nouveau gouvernement n'aura pas la légitimité nécessaire pour affronter la situation économique difficile.

La nouvelle droite militante

Les critiques des chefs d'entreprises peuvent sembler insuffisantes pour soutenir la destitution de la présidente et un changement de cap radical. C'est certain. Pour comprendre les industriels il faut, cependant, comprendre qu'ils ne considèrent pas le gouvernement comme le « leur », un point de vue clairement idéologisé qui se répand dans une période de crise. Les chefs d'entreprises ont aussi, avant tout, une vision à court terme. Et quand les choses vont mal, l'idéologie commence à occuper une place exagérée.

Depuis les recoins les plus inattendus de la société brésilienne grossit, depuis plusieurs années, une forte déferlante conservatrice bien différente de celle qui a appuyé le coup d'État de 1964. La droite actuelle est une droite qui accepte les différentes orientations sexuelles et la légalisation de la marihuana, pour ne donner que deux exemples.

Cette nouvelle droite est née sous les gouvernements du PT. Au début elle se montrait très idéologisée mais elle a gagné en capacité de compromis et surtout en capacité d'influer dans les contextes agités.

Cette nouvelle droite a lancé sa première action de rue le 17 août 2007, convoquée par le Mouvement civique pour le droit des Brésiliens, plus connu sous le nom de *Cansei* (« J'en ai assez »), contre la corruption. La manifestation a rassemblé plus de cinq mille personnes de classe moyenne haute, qui arboraient des vêtements de marque et ont suscité le rejet de la classe politique, y compris l'ex-président Fernando Henrique Cardoso, du parti social-démocrate PSDB (UOL, 17 août 2007).

La mobilisation a été soutenue par le FIESP et l'Ordre des avocats du Brésil (OAB), sigles qui apparaissent fréquemment dans ce type d'appel à manifester depuis cette date. Les manifestants ont expulsé tous ceux qui portaient des banderoles de partis, même de droite, ont crié contre Lula et ont été accompagnés par des actrices et acteurs populaires de téléfilms.

Vers 2009, cette nouvelle droite a commencé à gagner de l'importance dans les corporations d'étudiants de plusieurs universités qui jusqu'alors étaient le seul fief des partis de gauche et d'extrême gauche. Le groupe Étudiants pour la liberté a remporté la direction de la corporation des étudiants de l'Université de Brasília (UNB) en 2011 avec 22% des voix, face à une gauche divisée, et a été réélu pour la quatrième fois en 2015, avec 60% des voix.

Étudiants pour la liberté appartient à un vaste réseau dont le siège est à Washington qui gère des ressources de fondations conservatrices, organise des congrès, des séminaires pour former des responsables et défend l'héritage de l'économiste néolibéral Friedrich Hayek. En la UNB, le groupe s'est concentré sur des thèmes de la vie quotidienne des étudiants comme la propreté des toilettes et la sécurité sur le campus. Leurs principaux soutiens étaient inscrits dans les facultés d'ingénierie, de droit et d'économie.

Au fil des années la droite a gagné différentes universités d'État comme celles du Minas Gerais et de Rio Grande do Sul, et a prospéré dans d'autres, rejetant toujours la politique partisane, accusant les militants de gauche de rechercher des postes de confiance. Ses cadres se formaient dans des instituts et organisaient des associations d'un genre nouveau.

Certains de ces jeunes formés au sein d'Étudiants pour la liberté ont fondé ensuite le Mouvement Brésil libre (MBL), une des organisations les plus actives dans l'offensive de la droite contre le gouvernement du PT. Kim Kataguiri, 20 ans, ancien étudiant, est une des étoiles les plus brillantes au firmament de la droite.

Kataguiri affirme que « les écoles publiques sont de véritables centres de recrutement de trafiquants » et prône la libéralisation de l'État, la baisse d'impôts, la simplification de la bureaucratie et la privatisation de toutes les entreprises publiques. *Folha da São Paulo* lui a concédé une colonne hebdomadaire et il est une des personnalités les plus populaires chez les classes moyennes de São Paulo.

Il qualifie le Movimento Passe Livre (MPL, « Mouvement pour le transport gratuit ») de « terroriste » et a affirmé qu'il « s'inspire de Ronald Reagan et Margaret Thatcher » quand il a été nommé par *Times* comme l'un des 30 adolescents les plus influents du monde en 2015 [1]. En avril 2001, le MBL a effectué une marche de mille kilomètres entre São Paulo et Brasília qui suivait la route des *bandeirantes*, [2] qui passait par des villages et des villes en répandant « l'Évangile du libéralisme économique », comme l'indique une chronique de *The Guardian* [3].

Le quotidien britannique rappelle que les dirigeants du MBL, comme Kataguiri, sont des « adeptes de Milton Friedman et de Friedrich Hayek » et définissent Rand Paul comme « le politicien états-unien qui représente le mieux ses valeurs ». Cette droite dure juvénile a fait progressivement des adeptes dans les universités jusqu'à atteindre des records de popularité dans plusieurs centres estudiantins.

Ses militants ont été formés dans des instituts comme le Charles Koch Institute, [4] dirigé par les chefs d'entreprises Charles et David Koch, proche du Tea party, et qui financent la National Rifle Association

aux États-Unis (*Carta capital*, 23 mars 2015).

Avant l'explosion de juin 2013, la nouvelle droite était déjà une force sociale et avait l'expérience de la conduite de masse, au moment même où la militance de gauche abandonnait la rue et se laissait récupérer par l'État. La nouvelle droite a créé une culture de contestation de rue, ce qui a permis de reconduire les marches dans le sens de ses propres objectifs. Sur la base de ces expériences, en 2014, naissent des groupes qui aujourd'hui rassemblent des millions de personnes : Movimento Brasil livre, Vem pra rua et Revoltados on line [5].

Une société blessée

Le mur érigé sur l'esplanade face au Congrès à Brasília pour séparer les pro des anti *impeachment* représente symboliquement l'impossibilité des divers secteurs de la société brésilienne de coexister. Depuis juin 2013, la droite a pris le contrôle des manifestations de rues, a réussi même le miracle de gagner cet espace contre la gauche, comme auparavant elle lui a ravi les centres estudiantins.

La société semble clairement coupée en deux, comme le reflète le résultat des élections présidentielles de 2014. Une blessure sociale « à l'argentine », selon le philosophe Nicolás José Isola, qui dit, en parlant de son pays « chez nous, nous la connaissons et nous la reproduisons historiquement avec une habileté artisanale inégalable » (*El País*, 15 avril 2016). Cela mérite de s'arrêter sur cette situation qui conduit à « marginaliser quiconque pense autrement ». En effet, au Brésil, c'est un phénomène nouveau.

Ce n'est pas la première fois que cette forte polarisation politique se produit. Elle s'est manifestée contre le coup d'État de 1964, entre les partisans et les adversaires du président João Goulart. L'affrontement a eu lieu entre les chefs d'entreprise et les propriétaires terriens contre les travailleurs urbains et ruraux, entre la droite et la gauche. Dans ces années-là existait une fracture sociale mais les partisans de chaque bord avaient la même couleur de peau car c'était un affrontement essentiellement urbain à une époque où les banlieues et les favelas existaient à peine dans la géographie des villes.

Maintenant la fracture ethnique est évidente entre les afro-descendants du nord et les périphéries urbaines et les classes moyennes blanches du sud et du sud-est ; c'est une actualisation odieuse du racisme et de la discrimination. Au point que les opposants au gouvernement soutiennent qu'au Brésil il n'y avait pas de racisme et qu'il a commencé à se manifester quand le gouvernement de Lula a mis en place des quotas pour les noirs dans les universités.

Cette scission ethno-politique de la société est peut-être une des principales conséquences de la crise en cours au Brésil et elle mettra du temps à s'effacer. Dans les manifestations contre le gouvernement à Salvador (Bahia) il n'y avait pas de noirs, alors qu'ils constituent la majorité absolue de la population de la principale ville du Nordeste.

C'est là que réside un des nœuds de la crise. « Après 14 ans à la tête du pouvoir exécutif, assis sur 40% du PIB du Brésil, soit presque la moitié de la dixième économie du monde, les gouvernements du PT n'ont pas accru le pouvoir politique des classes populaires », affirme le chercheur en science politique Bruno Lima Rocha (*IHUOnline*, 15 avril 2016).

Le type d'alliances choisies a affaibli la force politique qui a porté Lula au pouvoir. Un accord a été conclu entre les industriels et les syndicats du PT. Mais la gauche a mal interprété cette question de l'accord, comme l'affirme Lima Rocha. « Cet accord s'est brisé car, par méconnaissance des règles les plus simples de la politique, aucune forme de coaction ou de pouvoir de veto populaire n'était capable de s'opposer aux coups de force d'une droite brésilienne dont les agents économiques ne sont même pas capables de nationalisme ».

Une tendance à éviter le conflit a prévalu, des sortes d'accords courtois entre adversaires qui seuls peuvent fonctionner si les secteurs populaires ont la force suffisante pour les faire respecter. Les quatre gouvernements du PT« ont fait tout le contraire de ce qu'ils devaient faire, dans le sens d'asseoir et de

renforcer le pouvoir organisé du peuple face aux élites de type colonial bourgeois », conclut Lima Rocha. Des élites qui sont, de surcroît, inféodées aux tats-Unis et aux pays anglo-saxons.

Il est vrai que Lula est revenu vers la rue dans la dernière ligne droite du processus d'*impeachment* quand tout était presque perdu. L'impression est bien différente si on regarde cela sous un autre angle : si Lula était descendu dans la rue en juin 2013, pour prendre la tête des millions de Brésiliens frustrés parce que les changements promis ne s'étaient pas produits, il est possible que les choses auraient pris une autre tournure.

Ni Lula, ni le PT, ni les organisations sociales officielles ne se sont montrés. Ils ont laissé la voie libre à la droite qui est descendu dans la rue et a réussi à confisquer à son profit le malaise populaire, jusqu'à atteindre ses objectifs.

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Notes

[1] http://time.com/4081618/most-influential-teens-2015/item/kim-kataguiri/.

[2] Aventuriers qui capturaient des Indiens pour les vendre comme esclaves. Leur activité a été particulièrement intense entre 1628 y 1745, jusqu'à la signature d'un accord entre le Portugal et l'Espagne qui fixa les frontières respectives de leurs territoires (Traité de Madrid, 1750) – NdT.

[3] http://www.theguardian.com/world/2015/apr/24/brazil-activists-march-free-markets-margaret-thatcher-rand-paul.

[4] https://www.charleskochinstitute.org/.

[5] Vous pouvez consulter leur site. Respectivement http://mbl.org.br/ ; http://www.vemprarua.net/ et https://www.facebook.com/revoltadosonline.